

1er mai 2021 : 10h00 porte des postes à LILLE : Ensemble pour les droits sociaux et les libertés.



Communiqué des organisations syndicales et de jeunesse Lilloises.

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, que la répression s'abat sur les peuples comme en Birmanie ou à Hong Kong, alors que, dans un écœurant silence médiatique, l'Inde est traversée par le mouvement social le plus important de l'histoire de l'humanité, ce premier mai sera plus que jamais la journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs. Ces milliards de personnes qui sont ou ont été confinées, mais aussi bien sûr celles qui continuent de travailler pour faire vivre le monde, souvent au risque de leur propre vie.



Plus d'un an après le début de la pandémie, les personnels de santé, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical du social, du nettoyage, de la fonction publique.... Tous ces hommes, et on ne soulignera jamais assez toutes ces femmes ont eu aujourd'hui une reconnaissance absolue dans les mots mais continuent d'être jusqu'au bout méprisés dans les actes.



Pour la plupart des salariés, le travail a repris sans garantie de sécurité. De même, l'Ecole a repris sans garantie de sécurité pour les élèves et les personnels. La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève, le droit syndical doivent être respectés !! la loi « sécurité globale », la loi « séparatismes », les décrets sur la sécurité intérieure doivent être abrogés.



La reprise aujourd'hui n'est pas une question d'unité nationale, elle est au contraire plus que jamais une question d'opposition entre le capital et le travail. D'un côté il y a ceux qui jusqu'à l'obscène essaient de profiter de la situation pour imposer de nouveaux reculs sociaux, de l'autre, il y a ce monde du travail qui aura à se battre pour imposer des choix nécessaires :

-de vraies revalorisations salariales



-à l'opposé du contenu de la réforme de l'assurance chômage des mesures à long terme et des mesures d'urgences pour les plus précaires :

vacataires, intérimaires, intermittents, services civiques, chômeurs et étudiants, sans-papiers et plus généralement pour toute personne menacée dans son droit au logement, à l'alimentation, aux soins aux transports à l'énergie...

-des choix politiques en matière d'industries, de services publics, de protection sociale, de retraite, qui soient réorientés vers nos besoins. La pandémie a fait la démonstration à ceux qui en doutaient qu'un actionnaire, qu'un "premier de cordé" ça ne sait ni fabriquer un masque, ni faire une prise de sang, ni scanner un caddie...

